

- La Banque mondiale a repris à son compte les idées émises par l'UNICEF sur la nécessité d'un ajustement qui tienne compte de la dimension humaine.
- La reconstitution de l'IDA VIII aura maintenant lieu tel que convenu.
- Il y a, enfin, consensus sur la nécessité de négocier une augmentation du capital général de la Banque mondiale.
- Dans la Ronde Uruguay, une attention particulière est accordée à la nécessité de faire participer pleinement les pays en développement, particulièrement les plus pauvres, et de les aider à cette fin.
- Il y a eu renforcement de la coordination entre les pays donateurs. Grâce aux groupes consultatifs de la Banque mondiale, l'aide est devenue plus pertinente et plus efficace.

Il y a donc eu des développements. Et, en des temps meilleurs, ceux-ci auraient pu produire des résultats dont nous aurions tiré satisfaction. Mais, dans les circonstances actuelles, il n'est que trop évident que cette réponse n'est pas satisfaisante. Elle est partielle et à court terme.

Nous devons nous engager ici à mieux concerter nos efforts pour la mise en oeuvre du Programme de redressement. Nous devons - et j'entends par là la communauté mondiale - faire tout ce qui est dans le domaine du possible. Et nous devons, à l'unisson, accomplir ce qui apparaît peut-être maintenant comme l'impossible: une aide accrue et meilleure, acheminée plus rapidement. À cet égard, nous entendons nous inspirer des idées et des recommandations du Groupe consultatif du Secrétaire général sur le flux des ressources.

Au Canada, nous avons accepté nos responsabilités. La tragédie africaine a été profondément ressentie par les Canadiens et elle vient en tête des priorités pour le gouvernement du Canada. En 1984 et 1985, nous avons répondu rapidement et avec générosité au problème immédiat de la famine. Dès les premiers mois de l'année dernière, le Canada a mis en place le Programme Afrique 2000, une initiative de 150 millions \$ pour aider à faire de l'Afrique une région forte et autonome d'ici l'an 2000. Nous avons par ailleurs déclaré un moratoire sur la dette au titre de l'aide dans le cas des pays de l'Afrique subsaharienne et désormais notre programme d'APD est composé uniquement de subventions.